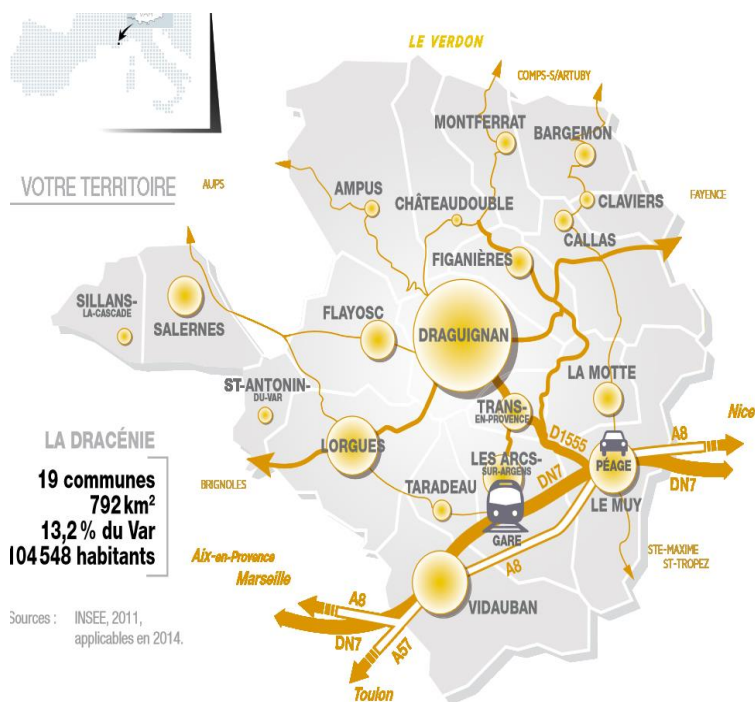


SCHEMA DE MUTUALISATION DES SERVICES

CATALOGUE DE L'OFFRE DE SERVICES



SEPTEMBRE 2015

SOMMAIRE

AXE 1 : La CAD et les communes partagent de l'information et des connaissances 4

Fiche action 1.1 : Animation du réseau de référents RH.....	5
Fiche action 1.2 : Plan de formation - organisation et suivi des formations	6
Fiche action 1.3 : Mise en place d'un réseau de référents finances	7
Fiche action 1.4 : Mise en place d'un réseau de diffusion d'une base documentaire	8
Fiche action 1.5 : Création d'un réseau de référents des services techniques	9

Axe 2 : La CAD et les communes mobilisent de l'ingénierie et proposent des services..... 10

Fiche action 2.1 : Cellule d'appui dans le traitement des dossiers retraites.....	11
Fiche action 2.2 : Mise à disposition de personnel auprès des communes ou d'un établissement public.....	12
Fiche action 2.3 : Assistance, conseils, appui en ingénierie aux communes (finances)	13
Fiche action 2.4 : Observatoire de la fiscalité	14
Fiche action 2.5 : Prestation d'ingénierie sur les contrats d'assurance.....	15
Fiche action 2.6 : Conseil et assistance au développement et à la maintenance de systèmes d'information	17
Fiche action 2.7 : Ingénierie Gestion Relation Citoyen.....	19
Fiche action 2.8 : Assistance, conseil, appui en ingénierie aux communes.....	21
Fiche action 2.9 : Ingénierie aux communes	22
Fiche action 2.10 : Schéma d'accessibilité	23
Fiche action 2.11 : Conseils en énergie partagée	25
Fiche action 2.12 : Mutualisation de biens matériels entre la CAD et les communes et entre les communes	26

Axe 3 :La CAD et les communes créent des services communs 27

Fiche action 3.1 : Création d'un service santé, hygiène et sécurité au travail.....	28
Fiche action 3.2 : Création d'un service commun RH, finances avec la communes des Arcs-sur-Argens.....	29
Fiche action 3.3 : Mutualisations des mandats et des titres	30
Fiche action 3.4 : Création d'un service mutualisé de mises en concurrence.....	31

Fiche action 3.5 : Instruction des autorisations d'urbanisme, prestations complémentaires	32
Fiche action 3.6 : Assistance aux communes dans l'élaboration de documents d'urbanisme ou de projet urbains.	34
Fiche action 3.7 : Création d'un service de gestion immobilière	35
Fiche action 3.8 : Gestion du service SIG	37
Fiche action 3.9 : Garde champêtre intercommunal.....	39

ANNEXES 40

Annexe 1 : Synthèse des propositions de clés de répartition financière.	41
Annexe 2 : Coût observatoire fiscalité : exemple Les Arcs.	42
Annexe 3 : Contribution des communes Ad'AP	43
Annexe 4 : Clé de répartition avec pondération CAD et fonction population	44

AXE 1 : La CAD et les communes partagent de l'information et des connaissances

Axe 1 : La CAD et les communes partagent de l'information et des connaissances**Domaine : ressources humaines****Pilote : CAD / DRH****Fiche action 1.1 : Animation du réseau de référents RH****Contexte :**

Face aux évolutions législatives, réglementaires et financières de la fonction publique, à la mise en œuvre de la mutualisation, à la réforme des collectivités territoriales, il convient, pour les agents en charge des ressources humaines d'assurer une veille réglementaire mais aussi de pouvoir échanger et partager leurs expériences en la matière, tout en envisageant les possibilités d'une GPEECT.

Résultats attendus :

- Animer le réseau de référents RH afin de co-construire une expertise commune.

Modalités de mise en œuvre :

- Poursuivre les réunions du groupe de travail, se réunissant au moins une fois par trimestre, afin de développer une culture professionnelle communautaire. Les échanges pourront porter sur la circulation de l'information, les retours d'expériences, la mise en place d'une bourse d'emplois intercommunale, une réflexion quant à l'élaboration d'une plateforme métier collaborative.

Indicateurs de performance :

- Faire de la GPEECT un levier d'action destiné à restaurer les marges de manœuvre des collectivités.
- Mise en place d'un marché de l'emploi du territoire.

Indicateurs d'activités :

- Nombre de réunions.
- Nombre de documents produits.

Calendrier prévisionnel de mise en œuvre :

2015	2016
Lancement du groupe de travail. Création du réseau.	Poursuite des travaux.

Coût :

La préparation, l'animation et le suivi des réunions représentent un volume de travail de 16h par réunion soit 64 h par an.

Contribution des communes :

- Participation aux réunions.

Communes intéressées :

Axe 1 : La CAD et les communes partagent de l'information et des connaissances Domaine : ressources humaines Pilote : CAD / DRH		
Fiche action 1.2 : Plan de formation - organisation et suivi des formations		
Contexte : La réforme de la formation professionnelle, l'évolution des métiers, la mise en œuvre de la GPEEC nécessitent un accompagnement et une professionnalisation des agents. Par ailleurs, les communes sont éloignées des centres de formation et de fait, certains agents refusent de se déplacer pour suivre des formations de plusieurs jours.		
Résultats attendus : <ul style="list-style-type: none"> • Professionnaliser les agents de la CAD et des communes. • Organiser des formations « délocalisées » répondant aux besoins de la CAD et des communes et permettant de réaliser des économies d'échelle. • Optimiser le recours aux prestations du CNFPT. 		
Modalités de mise en œuvre : Etape 1 : <ul style="list-style-type: none"> • Recensement des besoins en formation sur le territoire par la DRH de la CAD en collaboration avec les DRH des communes. Etape 2 : <ul style="list-style-type: none"> • Mise en place d'un partenariat CAD/CNFPT → CAD : site pilote. Etape 3 : <ul style="list-style-type: none"> • Etablissement d'un plan de formation intercommunal. Etape 4 : <ul style="list-style-type: none"> • Création d'un service commun formation/GPEEC. 		
Indicateurs de performance : <ul style="list-style-type: none"> • Evolution professionnelle des agents. • Economies réalisées. 		Indicateurs d'activités : <ul style="list-style-type: none"> • Nombre d'agents inscrits. • Nombre de formations communes proposées.
Calendrier prévisionnel de mise en œuvre :		
2015	2016	2020
Janvier 2015 : 1 ^{er} rendez-vous avec le CNFPT. Recensement des besoins : 4 réunions pour formaliser le document transmis au CNFPT (janvier à avril 2015). Septembre 2015 : Formalisation du partenariat CNFPT, établissement plan de formation intercommunal (convention de partenariat CNFPT/CAD/Communes inscrite au Conseil d'Agglomération du 24 septembre 2015).	Début 2016 : Organisation des formations prioritaires : Hygiène et sécurité du travail, agents d'accueil sur le territoire et bureautique.	Création d'un service commun.
Coût : Temps passé pour recenser les besoins, établir le plan de formation et le partenariat avec le CNFPT Dimensionnement du service commun à évaluer ; 2015 : 1165€ (5 journées, 3 agents mobilisés) ; Coût service commun formation / GPEEC : 1 ETP pour 75 agents soit 43 200€.		
Contribution des communes : <ul style="list-style-type: none"> • Du temps pour les étapes 1 à 3. • Contribution en fonction du nombre d'agents des communes utilisatrices. 		
Communes intéressées :		

Axe 1 : La CAD et les communes partagent de l'information et des connaissances**Domaine : finances****Pilote : CAD / direction des finances****Fiche action 1.3 : Mise en place d'un réseau de référents finances****Contexte :**

Dans un contexte de crise, de nécessité de maîtrise de la masse salariale, et de baisse des dotations de l'Etat, les communes et la CAD ont de plus en plus de difficultés à maintenir leurs budgets en équilibre tout en préservant une politique dynamique en termes d'investissements.

Résultats attendus :

- Identifier dans les Communes, des référents finances dans une perspective de co-construction d'une expertise à l'échelle du territoire.

Modalités de mise en œuvre :

- Constituer un groupe de travail (périodicité : 1 réunion par trimestre).

Dans le cadre de ce groupe de travail, organiser une conférence annuelle avec les différents établissements financiers.

Indicateurs de performance :

- Développement d'une culture commune et partagée.

Indicateurs d'activités :

- Nombre réunions.
- Nombre de documents produits.
- Nombre de dossiers de prêts traités.

Calendrier prévisionnel de mise en œuvre :

2015	2016
Lancement du groupe de travail.	

Coût :

- La préparation, l'animation et le suivi du groupe de travail représente un volume de travail de 64 h par an.

Contribution des communes :**Communes intéressées :**

Axe 1 : La CAD et les communes partagent de l'information et des connaissances**Domaine : documentation****Pilote : commune de Draguignan****Service documentation / archives.****Fiche action 1.4 : Mise en place d'un réseau de diffusion d'une base documentaire****Contexte :**

Face à la réforme territoriale, aux évolutions législatives et réglementaires, les collectivités doivent effectuer une veille documentaire.

Par ailleurs, le foisonnement de textes, la dispersion des articles, commentaires ou retours d'expériences dans de nombreuses publications peuvent constituer un frein à une information efficiente, productive et source de motivation ou d'innovation, tout comme le manque de temps ou de ressources humaines dans les petites communes.

L'accès en ligne à une base de données documentaires est une réponse à la recherche d'information qu'elle soit juridique ou portant sur la fonction métier.

Résultats attendus :

- Créer un réseau de documentation au service des communes de la CAD à partir de la base de données développées par la Ville de Draguignan, afin d'avoir une connaissance partagée de la réglementation en vigueur, de la jurisprudence, des avancées doctrinales pour une meilleure sécurité juridique des actes et procédures.
- Promouvoir l'interactivité entre collectivités par la création d'un forum.
- Réaliser à terme des économies au travers de la mutualisation éventuelle des abonnements.

Modalités de mise en œuvre :

- Création d'un groupe de travail afin d'identifier les besoins.
- Vérification de l'adéquation des besoins à la production actuelle et opérer le cas échéant des ajustements.
- Réflexion sur les supports de mise en réseau.

Indicateurs de performance :

- Délai de mise à jour de la base.
- Evolution de l'ergonomie du produit.

Indicateurs d'activités :

- Nombre de connexions sur le site.
- Nombre de demandes de documentations.
- Progression du fond documentaire.
-

Calendrier prévisionnel de mise en œuvre :

2015	2016
<ul style="list-style-type: none">• Lancement du groupe de travail et de l'état des lieux des besoins.	<ul style="list-style-type: none">• Finalisation du diagnostic et déploiement du service auprès des communes.

Coût : à déterminer (coûts des abonnements, extension éventuelle, coût RH).

Contribution des communes : éventuelle et selon des clés de répartition qui pourraient être assises sur le nombre d'habitants, le potentiel fiscal...

Communes intéressées :

Axe 1 : La CAD et les communes partagent de l'information et des connaissances**Domaine : patrimoine / ingénierie aux communes****Pilote : CAD / DPIC****Fiche action 1.5 : Création d'un réseau de référents des services techniques****Contexte :**

En matière de travaux et de gestion technique du patrimoine, l'évolution de la réglementation et notamment des normes à respecter évolue régulièrement.

Afin de respecter ces dispositions réglementaires, les collectivités doivent s'adapter en permanence et trouver des solutions techniques dans le respect des règles administratives et juridiques qui les encadrent.

Dans un contexte financier très contraint, un travail de réflexion entre experts sur cette problématique pourrait conduire à optimiser les dépenses et améliorer le service rendu.

Résultats attendus :

- Identifier sur les communes des référents de services techniques dans la perspective de co construction d'une expertise commune.
- Optimiser les coûts sur les opérations de travaux (amélioration de la performance énergétique, intervention préventive des services techniques communaux sur les équipements communautaires, sur les voiries et espaces verts des ZAE...).
- Organisation de commandes groupées.

Modalités de mise en œuvre :

- Constituer un groupe de travail afin d'échanger sur les projets de travaux en cours et à venir, les méthodes de travail, assurer une veille réglementaire ; périodicité trimestrielle.
- Etablir un diagnostic sur l'ensemble des équipements et examiner les conditions de faisabilité d'optimisation du patrimoine et de réduction des dépenses.
- Définir les prestations qui pourraient être mutualisées dans le cadre de groupements de commandes.

Indicateurs de performance :

- Réduction des coûts.
- Amélioration du service rendu.

Indicateurs d'activités :

- Nombre de réunions.
- Nombre de participants.

Calendrier prévisionnel

2014	2015	2016
Constitution d'un groupe de travail par le SIG pour réaliser un règlement de voirie commun.	Constitution du groupe de travail et lancement des axes de travail (accessibilité, mutualisation des personnels).	

Coût :

La préparation, l'animation, le suivi des réunions du réseau de référents services techniques représentent un volume annuel d'activité de 64h.

Contribution des communes

- Participation aux réunions.

Communes intéressées :

Axe 2 : La CAD et les communes mobilisent de l'ingénierie et proposent des services

Axe 2 : La CAD et les communes mobilisent de l'ingénierie et proposent des services Domaine : ressources humaines Pilote : DRH/CAD		
Fiche action 2.1 : Cellule d'appui dans le traitement des dossiers retraites		
Contexte : Lors d'un départ à la retraite, les communes et la CAD doivent accompagner les agents dans l'élaboration de leur dossier de retraite. Le traitement de ce dossier nécessite de la technicité. Par ailleurs, eu égard aux contraintes budgétaires et à la nécessité de maîtriser la masse salariale, les communes doivent s'inscrire dans une démarche GPEEC.		
Résultats attendus : <ul style="list-style-type: none">• Proposer aux communes une expertise dans le domaine des retraites.• S'inscrire dans une démarche GPEEC territoriale.		
Modalités de mise en œuvre : Etape 1 : <ul style="list-style-type: none">• Recensement des départs en retraites sur 3 à 5 ans. Examen des conditions de faisabilité de création d'une cellule d'appui. Etape 2 : <ul style="list-style-type: none">• Création de la cellule d'appui en charge de la veille réglementaire, d'assistance à la reconstitution de carrière.		
Indicateurs de performance : <ul style="list-style-type: none">• Taux de réclamations des retraités.• Taux de traitement : nombre de dossiers traités par la cellule / nombre de dossiers de départs.	Indicateurs d'activités : <ul style="list-style-type: none">• Nombre de dossiers retraite traités par la cellule.	
Calendrier prévisionnel de mise en œuvre :		
2014	2015	2016
Recensement des départs à moyen terme (3 à 5 ans). Actualisation à effectuer en 2015.	Prestation non prioritaire à l'issue des réunions réseau RH. Evaluation reportée en 2016.	Mise à disposition de personnel par conventionnement.
Coût : Horaire 20€/ heure (cat.C) ou forfait jour 185€, en fonction du temps passé sur le dossier de retraite. Cette prestation ne peut être présentée à l'acte, le temps de travail estimé sur un dossier de retraite pouvant varier de quelques heures à quelques jours.		
Contribution des communes : <ul style="list-style-type: none">• Coût de la prestation au dossier liée à la complexité, à déterminer en fonction du nombre de départs prévus dans la commune.•		
Communes intéressées :		

Axe 2 : La CAD et les communes mobilisent de l'ingénierie et proposent des services Domaine : ressources humaines Pilote : CAD / DRH	
Fiche action 2.2 : Mise à disposition de personnel auprès des communes ou d'un établissement public	
Contexte : La CAD compte 10 communes de moins de 2500 habitants dont 5 de moins de 1000 habitants. Certaines de ces communes ne disposent aujourd'hui que d'un ou deux agents pour effectuer l'ensemble des missions administratives (accueil, état civil, aide sociale, suivi budgétaire, demande de subventions...), d'où un impact fort sur le fonctionnement de la mairie et la continuité du service rendu aux usagers en cas d'absence ou de pic d'activité. Dans un contexte budgétaire contraint, ces communes ne peuvent renforcer leurs effectifs.	
Résultats attendus : <ul style="list-style-type: none"> • Proposer aux communes, entre communes ou auprès d'un établissement public (cf. Syndicat Mixte du Bassin de l'Argens, SMA), une mise à disposition de personnels afin de pouvoir à des remplacements ou renforcer les services desdites communes sur une période donnée. • S'inscrire dans une démarche GPEEC territoriale (partage des compétences, professionnalisation). • Favoriser la qualité et la continuité du service rendu aux usagers. 	
Modalités de mise en œuvre : Etape 1 : <ul style="list-style-type: none"> • Recensement des besoins des communes et des agents volontaires (au sein des communes ou de la CAD) pour être mis à disposition. Etape 2 : <ul style="list-style-type: none"> • Formaliser ces mises à disposition par des conventions définissant les modalités de mise en œuvre (tâches exercées, nombre d'heures effectuées, coûts...). 	
Indicateurs de performance : <ul style="list-style-type: none"> • Enquête de satisfaction auprès des maires, des usagers. 	Indicateurs d'activités : <ul style="list-style-type: none"> • Nombre de mise à disposition réalisées.
Calendrier prévisionnel de mise en œuvre :	
2015 Etablir un diagnostic concernant les besoins des communes et les possibilités de mise à disposition.	2016 Mise à disposition de personnel par conventionnement.
Coût : Facturé au coût réel.	
Contribution des communes : <ul style="list-style-type: none"> • A déterminer en fonction des besoins des communes ou du syndicat mixte (SMA). 	
Communes intéressées :	

Axe 2 : La CAD et les communes mobilisent de l'ingénierie et proposent des services**Domaine : finances****Pilote : CAD / direction des finances****Fiche action 2.3 : Assistance, conseils, appui en ingénierie aux communes (finances)****Contexte :**

Dans un contexte de raréfaction des finances publiques, les collectivités territoriales doivent, dans le cadre des projets d'investissements, solliciter toutes les possibilités de co-financements, que ce soit auprès des financeurs nationaux (Etat, Région, Département...) ou des fonds européens. Par ailleurs, chaque institution dispose d'un règlement financier définissant des procédures, des critères d'attribution. La constitution d'un dossier de demande de co-financement nécessite une expertise.

Résultats attendus:

- Maintenir et optimiser le service aux communes en termes d'assistance, d'appui en ingénierie, d'aide à la recherche de financements (prêts) et de co-financements.
- Evaluer l'opportunité d'ouvrir aux communes un service de conseil en gestion de la dette.
- Offrir aux communes un service d'analyse budgétaire et prospective financière.
-

Modalités de mise en œuvre :

Un agent de la CAD est en charge des politiques contractuelles. En fonction des besoins exprimés, le service pourrait être redimensionné (périmètre d'intervention : recherche de co-financements possibles, modèles de courriers, délibérations, les dossiers sont fournis, un calendrier d'intervention est proposé).

Indicateurs de performance :

- Montant des financements et cofinancements mobilisés.

Indicateurs d'activités :

- Nombre de dossiers traités.

Calendrier prévisionnel de mise en œuvre :

2014	2016	2020
Service existant.	Redimensionnement du service.	Création d'un service commun

Coût :**Co financements :**

Sur la bases des données recensées auprès des communes, 143 dossiers de subventions sont présentés, à l'aide de 1,22 ETP, ce qui représente un coût de 52 704€/an.

Financements :

Pour la gestion de la dette et analyse prospective et financière : coût déterminé par notre conseil en fonction du positionnement des communes et des modalités de mise en œuvre, à savoir :

1) concernant l'accompagnement à la recherche de financement par emprunt, un montant forfaitaire de 750 € pour les communes de - 2000 habitants, 1 250 € pour les communes de + 2000 habitants pourrait être envisagé.

Ce forfait s'appliquerait de manière annuelle dès lors que la commune aurait un besoin de financement identifié à l'issue du vote de son budget, pour 1 an, et comprendrait à la 1ère sollicitation un examen de son encours existant afin d'identifier des pistes éventuelles de renégociation, ainsi qu'un déplacement annuel.

Pour l'analyse budgétaire, soit nous utilisons nos tableurs, soit nous proposons un outils fiable mis à disposition par la CAD pour la réalisation d'une analyse rétrospective et prospective pour le compte des communes. Un montant forfaitaire de 1 250 €/an pour les communes de - 2000 habitants, 1 450 €/an pour les communes de + 2000 habitants pourrait être envisagé. Ce forfait s'appliquerait de manière annuelle dès lors que la commune souhaite une analyse rétrospective ou prospective.

Contribution des communes :

Recherche de co financements : 185€ de forfait journalier, 40€/h pour un catégorie A, 30€/h pour un catégorie B, 20€/h pour un catégorie C.

Recherche de financements : clé ci-dessus fonction de la population.

Communes intéressées :

Axe 2 : La CAD et les communes mobilisent de l'ingénierie et proposent des services**Domaine : finances****Pilote : CAD / direction des finances****Fiche action 2.4 : Observatoire de la fiscalité****Contexte :**

Dans un contexte budgétaire contraint, les collectivités territoriales doivent pouvoir mobiliser tous les leviers financiers à leur disposition. En 2014, la CAD a réalisé un diagnostic fiscal à partir des PV 70 sur les communes membres. Un agent de la CAD a été dédié à cette mission. Une collectivité qui ne travaille pas sur ces bases fiscales perd en moyenne 20% de sa base fiscale (TH, TF, CFE).

Résultats attendus :

L'objectif de la démarche n'est pas de créer un nouvel impôt mais simplement de faire payer aux contribuables (particuliers ou entreprises) un juste prix. C'est-à-dire :

- Rétablir l'équité fiscale par la recherche des anomalies de taxation (locaux d'habitation sous classés en catégorie 7 et 8).
- Rétablir l'équité fiscale par la recherche d'anomalies de taxation sur les locaux vacants.
- Rétablir l'équité fiscale par la recherche des anomalies de taxation : problème du dressage des établissements commerciaux.

Modalités de mise en œuvre :

- 1 agent dédié à la CAD qui a réalisé en 2014 un diagnostic sur 16 communes et qui doit l'élargir aux 3 nouvelles communes.
- Confirmer les signalements ou erreurs de taxation par une visite sur le terrain et la constitution d'éléments de preuve.
- Transmettre les éléments aux services fiscaux pour traitement.

Indicateurs de performance :

- Nombre de procédures abouties.
- Montant de recettes complémentaires perçues.

Indicateurs d'activités :

- Nombre de procédures traitées
- Nombre de visites effectuées.

Calendrier prévisionnel de mise en œuvre :

2014	2015	2017	2020
Etat des lieux de la matière imposable : habitations, logements vacants et locaux commerciaux.	Etendre le diagnostic à l'ensemble des communes (3 manquantes). Réévaluation des bases pour les locaux d'habitation et logements vacants.	Réévaluation des bases pour locaux commerciaux.	Création d'un service commun.

Coût :

- Coût du service actuel : 1 ETP.
- Phase transitoire : simulateur de coût en annexe 2.
- Si création de service commun : clé de répartition fonction de la population.

Contribution des communes

- Fonction des étapes décrites ci-dessus.

Communes intéressées :

Axe 2 : La CAD et les communes mobilisent de l'ingénierie et proposent des services
Domaine : commande publique / assurances
Pilote : CAD / DAJCP

Fiche action 2.5 : Prestation d'ingénierie sur les contrats d'assurance

Contexte :

Le droit des assurances requiert une expertise. Même si les communes ont toutes souscrit des polices d'assurances diverses, ce n'est bien souvent qu'au travers de la réalisation de sinistres, dont la nature et la fréquence varient d'une commune à l'autre, qu'elles découvrent la réalité des contrats en la matière.

Résultats attendus:

- Contribuer à développer une expertise en droit des assurances et notamment à améliorer les clauses des contrats.
- Créer un réseau sur cette thématique entre la CAD et les communes.

Modalités de mise en œuvre :

- Réalisation d'un audit en AMO à l'échelle du territoire afin de développer une expertise commune au travers d'un groupement de commande (gestion du GC : constitution, définition des besoins, et gestion de la mise en concurrence).
- Identification des pistes d'amélioration, de contrat mutualisé voire de service commun.

Indicateurs de performance

- Taux de diminution des primes.

Indicateurs d'activités :

- Audit réalisé.

Calendrier prévisionnel de mise en œuvre :

2016	2017	2018
Audit sur les contrats d'assurance au travers d'un GC.	Identification des pistes d'amélioration.	Mise en œuvre des pistes d'amélioration.

Coût : 200 h (recensement des besoins, élaboration cahier des charges, constitution du groupement de commande, passation de la mise en concurrence, suivi du prestataire) sur la base d'un coût catégorie A à 40 € chargés, soit 8000€.

Contribution des communes :

Coût de la coordination et du groupement de commande : fonction de la population.

Communes	%
Ampus	0,90
Châteaudouble	0,44
Figanières	2,50
Le Muy	9,06
Montferrat	1,40
Sillans-la-Cascade	0,69
Vidauban	10,59
Bargemon	1,48
Claviers	0,60
Flayosc	4,24
Les-Arcs-sur-Argens	6,77
Saint-Antonin-du-Var	0,67
Taradeau	1,73

Callas	1,78	
Draguignan	36,39	
La Motte	2,91	
Lorgues	8,79	
Salernes	3,66	
Trans-en-Provence	5,40	
Communes intéressées :		

Axe 2 : La CAD et les communes mobilisent de l'ingénierie et proposent des services
Domaine : système d'information.
Pilote : CAD / DSI

Fiche action 2.6 : Conseil et assistance au développement et à la maintenance de systèmes d'information

Contexte : Dans un contexte de modernisation de l'action publique, de simplification des relations entre l'administration et les usagers, le numérique et les systèmes d'information sont des éléments incontournables en termes d'usages, de fonctionnalités ou de maîtrise par les agents.

Toutes les communes de la CAD, et surtout les plus petites, n'ont pas la possibilité d'avoir des compétences en interne dans ce domaine. Elles font appel à des prestataires externes, à la DSI de la CAD et ont parfois du mal à cerner leurs besoins en termes d'équipements ou de prestations (informatique, téléphonie).

Par ailleurs, la sécurisation des données informatisées doit constituer un point de vigilance et peut généralement être sensiblement renforcée.

Résultats attendus:

- Identifier dans les communes des référents informatiques, dans une perspective d'harmonisation, d'optimisation des usages et de réduction des coûts.
- Réfléchir à l'opportunité de créer un poste d'animateur-formateur usages numériques et bureautique.
- Evaluer les conditions de faisabilité d'une prise en charge par la CAD, pour le compte des communes, d'une prestation en matière d'expertise et d'accompagnement.
- Evaluer la pertinence de conclure des contrats groupés avec des partenaires tels que le SICTIAM.

Modalités de mise en œuvre :

- Inventaire des compétences, des contrats et des moyens informatiques et téléphoniques des communes.
- Recherche de prestataires et de partenaires pour fournir les compétences non couvertes par la DSI.
- Définition d'un périmètre d'intervention, établissement d'une convention.

Indicateurs de performance :

- Réduction des coûts d'investissement et de fonctionnement.
- Disponibilité des moyens.
- Expertise des agents.

Indicateurs d'activités :

- Nombre de réunions et temps passés avec les communes.
- Temps d'intervention de la DSI.

Calendrier prévisionnel de mise en œuvre :

2014	2015	2016
Lancement des inventaires.	Inventaire des compétences, des contrats et des moyens informatiques et téléphonie des communes. Expérimentation avec la commune des Arcs-sur-Argens et établissement d'une convention type.	Définition du périmètre et des modalités d'intervention de la DSI. Conventionnement avec les communes intéressées.

Coût :

Prestation	Nb de jours/homme	Coût
Etude de l'existant système et réseaux	1	185€
Etude système de messagerie	1	185€
Etude système de téléphonie	1	185€
Etude système d'impression	1	185€

Elaboration infrastructure système et réseaux	2	370€
Aide à la rédaction d'un CCTP et analyse	2	370€
Aide à la réalisation de l'infrastructure	3	555€
Aide à la réalisation du système de téléphonie	2	370€
Contribution des communes <ul style="list-style-type: none"> • Prise en charge de la réalisation initiale des inventaires et participation à leur qualification. • Désignation d'un référent pour travailler avec la DSI. • Participation à l'évaluation des actions de la DSI. 		
Communes intéressées :		

Axe 2 : La CAD et les communes mobilisent de l'ingénierie et proposent des services**Domaine : Système d'information****Pilote : CAD / DSI****Fiche action 2.7 : Ingénierie Gestion Relation Citoyen**

Contexte : La Gestion Relation Citoyen (GRC) désigne l'ensemble des processus mis en œuvre dans une collectivité pour optimiser le traitement des demandes des citoyens vers ses services et ses modalités de communication. Le citoyen, toujours plus exigeant, devient un véritable acteur de sa ville ou de son territoire et souhaite, au travers des nouveaux outils de communication (Web SMS...) effectuer des démarches en ligne (acte de la vie courante notamment), participer à la vie locale ou accéder à de l'information.

Afin de répondre au mieux à ces demandes, et dans un souci d'efficacité de l'action publique, la CAD s'est inscrite dans une démarche de modernisation et de performance de l'action publique.

A ce titre, elle entend proposer son expertise et son accompagnement aux communes qui souhaitent s'engager dans une démarche identique (aujourd'hui, les modes d'organisation traditionnels des collectivités ne sont pas adaptés pour prendre en charge de tels flux et répondre aux demandes dans des délais acceptables).

Résultats attendus :

- Optimiser la qualité et la réactivité du service rendu aux usagers.
- Réduire les coûts de fonctionnement des services publics.
- Simplifier l'accès à l'administration et poursuivre la dématérialisation (repenser l'organisation des collectivités sous forme de guichet unique, mise en œuvre d'un portail Internet accessible 24h/24 servant également de boîte de dialogue avec les administrés...).

La principale contrainte sera d'opérer cette modernisation et cette maîtrise des nouveaux canaux de communication avec des marges de manœuvre financières qui se réduisent.

Modalités de mise en œuvre :

Il s'agit d'une démarche d'élaboration d'un schéma directeur.

Phase 1 : étude des organisations et des moyens actuels mis en œuvre :

- Recensement des moyens de communication avec les administrés,
- Recensement des services déjà dématérialisés et de ceux à faire évoluer,
- Recensement des processus informatisés et identification de ceux à informatiser,
- Recensement des points d'accueil,
- Identification des compétences,
- Rapprochement avec la démarche « maisons de services ».

Phase 2 : identification des processus à mettre en œuvre afin de proposer un plan d'action chiffré et ordonnancé.

Indicateurs de performance :

- Statistiques d'utilisation des services en ligne.
- Temps et supports matérialisés économisés pour répondre aux demandes (quantité papier, copie, économies en personnel).

Indicateurs d'activités :

- Nombre de réunions de travail.
- Nombre de demandes au guichet unique.
- Nombre de services mis en place.

Calendrier prévisionnel de mise en œuvre :

2015	2016 / 2018
<ul style="list-style-type: none">• Réaliser un audit des moyens et des compétences dans les services de la CAD et dans les communes.• Réaliser un inventaire des infrastructures existantes.	<ul style="list-style-type: none">• Recenser les services que la CAD et les communes veulent mettre en œuvre dans le cadre de la GRC.• Dimensionner les besoins en infrastructures.• A partir d'un diagnostic précis, rédiger le projet de schéma directeur et prévoir une déclinaison phasée.•

Coût :

- 185€ de forfait journalier, 40€/h pour un catégorie A, 30€/h pour un catégorie B, 20€/h pour un catégorie C.

Contribution des communes :

- Participation aux audits et aux inventaires.
- Participation aux groupes de travail sur le recensement des besoins.
- Validation des projets.
- Mise en œuvre des organisations.

Communes intéressées :

Axe 2 : La CAD et les communes mobilisent de l'ingénierie et proposent des services Domaine : patrimoine / ingénierie aux communes Pilote : CAD / DPIC		
Fiche action 2.8 : Assistance, conseil, appui en ingénierie aux communes		
Contexte : <p>Dans le cadre de la gestion du patrimoine, les communes effectuent une maintenance corrective passive parfois très onéreuse. De plus, elles sont soumises au respect des obligations réglementaires qui sont de plus en plus complexes et contraignantes.</p> <p>Le Direction du Patrimoine et de l'Ingénierie aux Communes (DPIC) a été positionnée au sein du pôle ressources afin d'apporter son expertise en terme de gestion préventive active du patrimoine, aux communes qui le souhaitent, ainsi que des missions ponctuelles d'assistance et de conseil.</p>		
Résultats attendus : <ul style="list-style-type: none"> • Apporter une expertise technique aux communes en terme de gestion du patrimoine. • Assister ponctuellement les communes sur des dossiers techniques spécifiques. • Coordonner les autres directions de la CAD qui peuvent apporter une expertise. 		
Modalités de mise en œuvre : <ul style="list-style-type: none"> • Le service existe. • Redimensionnement possible en fonction des demandes des communes. 		
Indicateurs de performance : <ul style="list-style-type: none"> • Nombre de dossiers aboutis. 		Indicateurs d'activités : <ul style="list-style-type: none"> • Nombre de dossiers traités. • Temps passé par demande et par commune en ETP, par direction et type d'opération.
Calendrier prévisionnel de mise en œuvre :		
2014	2015	2016
Assistance aux communes.	Poursuite du service et évaluation.	Poursuite du service.
Coût : <ul style="list-style-type: none"> - 185€ de forfait journalier, - 40€/h pour un catégorie A, - 30€/h pour un catégorie B, - 20€/h pour un catégorie C. 		
Contribution des communes : <ul style="list-style-type: none"> • Aucune à ce jour, quid pour l'avenir. 		
Communes intéressées :		

Axe 2 : La CAD et les communes mobilisent de l'ingénierie et proposent des services Domaine : patrimoine / ingénierie aux communes Pilote : CAD / DPIC		
Fiche action 2.9 : Ingénierie aux communes		
Contexte : Dans le cadre des projets d'investissement, consistant en la création de nouveaux équipements ou de réhabilitation de l'existant, les communes doivent recourir à des marchés de travaux. Ces marchés (de la définition des besoins jusqu'aux phases de conception et réalisation) nécessitent une expertise dont les petites communes ne disposent pas toujours en interne. L'Etat se désengageant de sa mission d'appui en ingénierie, les communes recourent à des prestataires extérieurs (Assistant à Maîtrise d'Ouvrage, AMO), ce qui induit un coût supplémentaire. La Direction du Patrimoine et de l'Ingénierie aux Communes (DPIC) a été positionnée au sein du pôle ressources afin de pouvoir apporter son expertise sur des dossiers de faisabilité mais aussi pour assurer les missions d'AMO sur des opérations de travaux.		
Résultats attendus : <ul style="list-style-type: none">• Développer et optimiser le service d'appui en ingénierie aux communes sur les opérations de travaux (faisabilité, programme, AMO...).• Coordonner les autres directions de la CAD qui peuvent apporter une expertise.• Réduire les coûts d'AMO pour les communes.		
Modalités de mise en œuvre : <ul style="list-style-type: none">• Le service existe.• Redimensionnement possible en fonction des demandes des communes.• 		
Indicateurs de performance : <ul style="list-style-type: none">• Nombre de dossiers aboutis	Indicateurs d'activités : <ul style="list-style-type: none">• Nombre de dossiers traités.• Temps passé par demande et par commune en ETP, par direction et type d'opération.	
Calendrier prévisionnel de mise en œuvre :		
2014	2015	2016
Assistance aux communes.	Poursuite du service et évaluation.	Poursuite du service.
Coût : <ul style="list-style-type: none">- 185€ de forfait journalier,- 40€/h pour un catégorie A,- 30€/h pour un catégorie B,- 20€/h pour un catégorie C.		
Contribution des communes : <ul style="list-style-type: none">• Aucune à ce jour, quid pour l'avenir.		
Communes intéressées :		

Axe 2 : La CAD et les communes mobilisent de l'ingénierie et proposent des services**Domaine : patrimoine / ingénierie aux communes****Pilote : CAD / DPIC****Fiche action 2.10 : Schéma d'accessibilité****Contexte :**

La loi du 11 février 2005 relative à l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées, dite « loi handicap » place au cœur de son dispositif, l'accessibilité du cadre bâti et des services à toutes les personnes handicapées, quels que soient leurs types de handicaps : moteurs, sensoriels, cognitifs, mentaux ou psychiques, ainsi qu'à toutes les personnes ayant des difficultés à se déplacer : personnes âgées, mamans avec des poussettes...

L'ensemble des propriétaires et exploitants d'Etablissements Recevant du Public (ERP) ou d'Installations Ouvertes au Public (IOP) devait rendre accessible leurs sites avant le 31 décembre 2014.

Prenant acte des difficultés rencontrées pour respecter cette échéance, le Gouvernement a adopté par l'ordonnance n°2014-1090 du 26 septembre 2014, des mesures visant à simplifier et expliciter les normes d'accessibilité. Cette ordonnance prévoit notamment la mise en place des Agendas d'Accessibilité Programmée (Ad'AP) et du schéma directeur transport – Ad'AP (Sd'AP).

Le Sd'AP est élaboré par la CAD en tant qu'autorité organisatrice de transport.

L'Ad'AP correspond à un engagement de réaliser des travaux dans un délai déterminé. Le Sd'AP est un document de programmation qui comprend une analyse des actions nécessaires à la mise en accessibilité du service public de transport, le calendrier de réalisation de ces actions ainsi que le plan de financement correspondant.

Les dossiers Ad'AP et Sd'AP doivent obligatoirement être déposés avant le 27 septembre 2015 en préfecture, sauf approbation d'une prorogation du délai de dépôt.

Dans le cadre de la mise en œuvre des Ad'AP ou du Sd'AP une assistance technique ponctuelle peut s'avérer nécessaire.

Résultats attendus :

- Mutualiser la mission de préparation et de dépôt des Agendas d'Accessibilité Programmée de la CAD et des communes.
- Réaliser le Sd'AP.
- Créer la commission intercommunale d'accessibilité.
- Assistance et conseil dans la mise en œuvre du schéma d'accessibilité.

Modalités de mise en œuvre :

- Mobilisation d'une équipe projet par la CAD sous la responsabilité du directeur de la direction du patrimoine et de l'ingénierie aux communes.
- 1 chargée de mission mise à disposition des communes par voie de convention.
- Constituer un groupement de commandes pour réaliser les diagnostics des Etablissements Recevant du Public (ERP) et des Installations Ouvertes au Public (IOP) au regard des obligations d'accessibilité, élaborer les programmes pluriannuels de travaux, concerter les associations de personnes handicapées et de commerçants et monter les dossiers d'Agenda d'Accessibilité Programmée (Ad'AP) et les demandes de dérogation. Le groupement est chargé de la passation, la signature et la notification d'un ou plusieurs marchés.
- Elaboration du Sd'AP par la CAD.
- Préparer, déposer et suivre les demandes de prorogation du délai de dépôt des Ad'AP pour chacun des propriétaires.
- A la demande des communes, les accompagner dans l'organisation de la procédure de concertation, le suivi des bureaux d'études et l'examen des diagnostics, l'élaboration des AD'AP et leurs validations en conseils municipaux.
- Mise en œuvre de la commission intercommunale d'accessibilité et réflexion quant à un transfert éventuel des compétences des communes en la matière.
- Dans un deuxième temps, cet appui aux communes pourrait être reconduit pour la mise en œuvre du programme de travaux de mise en conformité :
 - en matière d'ingénierie aux communes : mise en place de nouveaux groupements de commandes, suivi des marchés et prestataires...
 - contributions financières par l'octroi de fonds de concours.

Indicateurs de performance : <ul style="list-style-type: none"> • Dépôt des Ad'AP dans les délais impartis. • Nombre d'approbation des Ad'AP dans les 4 mois du dépôt, par la Préfecture. • Nombre d'arrêtés d'approbation d'une prorogation des délais de dépôts des Ad'AP signés par le Préfet. • Taux d'avancement des Ad'AP et du Sd'AP en %. • 	Indicateurs d'activités : <ul style="list-style-type: none"> • Nombre de rencontres des référents Ad'AP dans les communes • Nombres de dossiers de prorogation produits • Nombre de diagnostics produits
Calendrier prévisionnel de mise en œuvre :	
<p style="text-align: center;">2015</p> <p>Mars/avril 2015 : Etat des lieux ERP et IOP CAD et communes. 02/04/2015 : Création Commission Intercommunale d'Accessibilité. 20/04/2015 Constitution du groupement de commandes. 28/04/2015 : Lancement consultation. 05/05/2015 : Demandes prorogation délais adressées en Préfecture. 17/07/2015 Notification marchés et démarrage des diagnostics par les BE. Juillet/août 2015 : Réalisation des diagnostics. 1ère semaine de septembre : Réalisation des programmes pluriannuels de travaux. 16/09/2015 : Concertation des Ad'AP et du Sd'AP en Commission Intercommunale d'Accessibilité. fin-septembre 2015 : Validation des AD'AP en conseils municipaux et d'agglomération. Avant le 27/09/2015 : Dépôts des Ad'AP en Préfecture.</p>	<p style="text-align: center;">2016</p> <p>Fin de l'action mutualisée : mise en œuvre du programme de travaux par les communes et la CAD pour leur propre patrimoine (ERP, IOP et points d'arrêts du réseau de transport en commun jugés prioritaires).</p>
Coût : Données de base : - Le salaire mensuel chargé du conseiller en accessibilité est de 3300€. - 16 communes et la CAD forment le groupement de commandes. Rappel de la clé de répartition : - Pour la réalisation de l'état des lieux des ERP (permettant de préparer le cahier des charges) : pas de participation des communes, prise en charge par la CAD. - Pour le montage, le lancement et l'analyse du marché, estimés sur la base de 2 mois de salaires chargés : $3300 \times 2 = 6\,600\text{€}$. 1/ La CAD propose de supporter 50% de ce coût, soit 3 300 €. 2/ En conséquence, pour les communes : - Ticket d'entrée = $(6\,600 : 2)$: nombre de communes du groupement. - Pour la préparation de l'appel d'offres = $(6\,600:2) \times (\text{nombre de diagnostics sur la commune : nombre de diagnostics à réaliser sur l'ensemble du groupement})$. - Pour des vacations d'assistance administrative et/ou technique complémentaires, éventuellement, le coût est fonction du temps passé sur la base forfaitaire de 185 € la journée.	
Contribution des communes : <ul style="list-style-type: none"> • Pas de contribution humaine ou technique pour la préparation du marché. • Cf. document joint en annexe pour la contribution financière. 	
Communes intéressées : <ul style="list-style-type: none"> • Ampus, Bargemon, Callas, Claviers, Chateaudouble, Figanières, Lorgues, Montferrat , La Motte, Les Arcs sur Argens, Le Muy, Taradeau, Vidauban, Salernes, Sillas La Cascade, Saint Antonin du Var. 	

Axe 2 : La CAD et les communes mobilisent de l'ingénierie et proposent des services Domaine : patrimoine / ingénierie aux communes Pilote : CAD / DPIC	
Fiche action 2.11 : Conseils en énergie partagée	
Contexte : Les collectivités territoriales sont au cœur du défi énergétique, du fait de leurs compétences (en matière d'équipement, d'urbanisme, de gestion des déchets, de transport, etc.) et de l'importance du patrimoine qu'elles gèrent (bâtiments, éclairage public, etc.). Dans un cadre d'action en forte évolution (ouverture du marché de fourniture de l'énergie à la concurrence, définition de nouvelles normes réglementaires techniques, obligation faite par la loi dite « Grenelle 2 » de conduire des travaux de performance énergétique d'ici 2020, etc.), la mise en place de conseils en énergie partagée permet aux petites collectivités de mener une politique de maîtrise de l'énergie en partageant les compétences d'experts.	
Résultats attendus : <ul style="list-style-type: none"> Inscrire les communes dans une démarche de développement durable via la mutualisation de personnels communautaires, experts en conseils en énergie partagée. Réduire les charges de fonctionnement liées aux équipements. 	
Modalités de mise en œuvre : <ul style="list-style-type: none"> Réalisation d'un diagnostic sur le patrimoine des communes, recensement des besoins. Développement d'actions de sensibilisation de la population sur les communes afin de d'inciter à réduire la consommation énergétique. Accompagnement dans la renégociation et le suivi des contrats d'énergie. Identifier et mettre en œuvre des actions de réduction des consommations d'énergie afin de réduire les charges de fonctionnement. Faire les bons choix techniques en matière de construction / rénovation de bâtiments. 	
Indicateurs de performance : <ul style="list-style-type: none"> Réduction des consommations énergétiques. Consommations de fluides (électricité, eau). Coûts relatifs aux consommations (électricité, eau). Consommation gaz kw/dju/coût. 	Indicateurs d'activités : <ul style="list-style-type: none"> Nombre d'actions réalisées.
Calendrier prévisionnel de mise en œuvre :	
2016	2017
Diagnostic des besoins et dimensionnement du service.	Mobilisation des moyens et mise en œuvre effective.
Coût : <ul style="list-style-type: none"> - 185€ de forfait journalier, - 40€/h pour un catégorie A, - 30€/h pour un catégorie B, - 20€/h pour un catégorie C. 	
Contribution des communes : <ul style="list-style-type: none"> A déterminer. 	
Communes intéressées :	

Axe 2 : La CAD et les communes mobilisent de l'ingénierie et proposent des services Domaine : patrimoine / ingénierie aux communes Pilote CAD / DPIC, communes	
Fiche action 2.12 : Mutualisation de biens matériels entre la CAD et les communes et entre les communes	
Contexte : Les communes peuvent avoir des besoins ponctuels de matériel (épareuse, broyeur, mini bus...). Ces matériels sont coûteux, tout comme leur sous-utilisation. Des coopérations existent déjà entre communes (cf. prêt d'une épareuse par la commune des Arcs-sur-Argens à Trans-en-Provence).	
Résultats attendus : <ul style="list-style-type: none"> Permettre aux communes d'acquérir et d'utiliser des matériels et des biens coûteux dont l'utilisation pourrait être mutualisée et réaliser ainsi des économies. 	
Modalités de mise en œuvre : <ul style="list-style-type: none"> Réalisation d'un inventaire du matériel disponible et un recensement des biens qui pourraient être acquis / loués par la CAD pour répondre aux besoins des communes. Examiner les conditions de faisabilité technique, financière et juridique (la mise en œuvre de biens partagés s'effectue par voie de convention). 	
Indicateurs de performance : <ul style="list-style-type: none"> Economies réalisées. Taux d'utilisation des matériels. 	Indicateurs d'activités : <ul style="list-style-type: none"> Nombre et fréquence des MAD.
Calendrier prévisionnel :	
2015	2016
Etude précise des besoins et dimensionnement du service.	Mobilisation des moyens et mise en œuvre effective.
Coût : En complémentarité de l'inventaire, une grille de tarification sera élaborée sur la base d'un coût horaire (amortissement inclus, hors carburant).	
Contribution des communes : <ul style="list-style-type: none"> Coût horaire (amortissement inclus, hors carburant). 	
Communes intéressées :	

Axe 3 : La CAD et les communes créent des services communs

Axe 3 : La CAD et les communes créent des services communs**Domaine : ressources humaines****Pilote : CAD / DRH****Fiche action 3.1 : Création d'un service santé, hygiène et sécurité au travail****Contexte :**

Les communes et la CAD doivent remplir les obligations légales en matière de santé, hygiène et sécurité au travail. Les pratiques sont inégales d'une commune à l'autre faute de moyens humains suffisants et ont un coût notamment en matière de médecine préventive.

Résultats attendus :

- Respecter les obligations légales.
- Préserver la santé et la sécurité des agents des communes et de la CAD.
- Mettre en commun l'expertise en matière de santé, d'hygiène et de sécurité au travail.
- Réaliser des économies d'échelle.

Modalités de mise en œuvre :

Etape 1 :

- Effectuer un diagnostic en matière de santé, d'hygiène et de sécurité au travail (les modalités et les coûts en matière de médecine préventive – Convention CDG ou AIST, recensement des assistants, conseillers en prévention...).

Etape 2 :

- Examiner les modalités opérationnelles de mise en œuvre d'un service commun de santé, hygiène et sécurité au travail (recrutement d'un médecin de prévention pour la CAD et les communes ou recours à un groupement de commandes, mutualisation d'assistants de prévention, conseillers en prévention, ACFI – ratios à déterminer).

Indicateurs de performance :

- Réduction du nombre d'accidents de travail.
- Réduction du taux d'absentéisme.

Indicateurs d'activités :

- Nombre de visites médicales réalisées.
- Nombre d'actions de prévention conduites.

Calendrier prévisionnel de mise en œuvre :

2014	2015	2020
Lancement du diagnostic sur la médecine préventive.	Finalisation du diagnostic, examen des conditions de faisabilité.	Création d'un service santé, hygiène et sécurité commun.

Coût :

Réunion réseau RH + médecin du CDG83 sur possibilité de conventionner avec le CDG lors de la création du service commun.

Création service commun : 1 ETP gestionnaire pour 75 agents soit 43 200€.

Contribution des communes :

- Du temps passé pour réaliser le diagnostic.
- Contribution des communes en fonction du nombre d'agents.

Communes intéressées :

Axe 3 : La CAD et les communes créent des services communs Domaine : ressources humaines Pilote : CAD / DRH		
Fiche action 3.2 : Création d'un service commun RH, finances avec la communes des Arcs-sur-Argens		
Contexte : Dans un contexte de contraintes financières, certaines communes souhaitent mutualiser les services ressources. Les plus petites ne disposent parfois que d'un seul agent administratif polyvalent. Pour d'autres, il s'agira de tendre à une optimisation des services permettant de réaliser une économie d'échelle tout en valorisant les compétences des agents.		
Objectifs : <ul style="list-style-type: none"> • Agir de manière plus efficace avec des moyens matériels et humains mieux organisés quantitativement et qualitativement. • Professionnaliser et valoriser les compétences des agents de la CAD et des communes. 		
Modalités de mise en œuvre pour chaque domaine d'activité : Etape 1 : <ul style="list-style-type: none"> • Recensement des missions et tâches effectuées CAD/Communes. Etape 2 : <ul style="list-style-type: none"> • Evaluation des missions en ETP, et utilisation des systèmes d'information adaptés. Etape 3 : <ul style="list-style-type: none"> • Etablissement d'un point d'étape trimestriel permettant d'évaluer les compétences des personnels, identifier les éventuelles possibilités de mobilité et/ou de formation. Etape 4 : <ul style="list-style-type: none"> • Procédure de transfert des personnels pour création du service commun. 		
Indicateurs de performance : <ul style="list-style-type: none"> • Optimisation des services. • Evolution professionnelle des agents. 		Indicateurs d'activités : <ul style="list-style-type: none"> • Nombre d'agents. • Données informatiques.
Calendrier prévisionnel :		
Fin 2015	1^{er} semestre 2016	Fin 2016
Recensement des missions et tâches effectuées CAD/communes.	<ul style="list-style-type: none"> - Evaluation des missions en ETP, et utilisation des systèmes d'information adaptés. - Etablissement d'un point d'étape trimestriel. 	<ul style="list-style-type: none"> - Modalités et procédure de transfert des personnels pour création du service commun.
Coût pour un service ressource : 2015 : 3 000€, correspondant à une facturation au réel. 2016 : Coût service commun finances : 0,20 ETP soit 8 640€ par tranche de million d'€ du budget principal (F+I). Coût service commun RH : 1 ETP gestionnaire, pour 75 agents soit 43 200€.		
Contribution des communes : <ul style="list-style-type: none"> • Du temps pour les étapes 1 à 4 • A définir pour le service commun (fonction du nombre d'agents des communes utilisatrices) • 		
Communes intéressées :		

Axe 3 : La CAD et les communes créent des services communs**Domaine : finances****Pilote : CAD / direction des finances****Fiche action 3.3 : Mutualisations des mandats et des titres****Contexte :**

Mutualisation descendante des fonctions ressources « basiques », de façon permanente ou ponctuelle, avec une facturation « à l'acte ».

Résultats attendus :

- Assurer un service de qualité constante, et dégager du temps pour le personnel des communes concernées.

Modalités de mise en œuvre :

- Identification des besoins auprès des communes.
- Dimensionnement du service en fonction des demandes (effectif constant peu probable, le recrutement ou le transfert d'agent est à envisager).

Indicateurs de performance/

- Délais de traitement.

Indicateurs d'activités :

- Nombre de pièces traitées.

Calendrier prévisionnel de mise en œuvre/

2015	2016
Etude des besoins. Redimensionnement du service.	Mobilisation des moyens. Mise en œuvre effective.

Coût :

- 0,20 ETP soit 8 640€ par tranche de million d'€ du budget principal (F+I).

Contribution des communes :**Communes intéressées :**

Axe 3 : La CAD et les communes créent des services communs**Domaine : commande publique / assurances****Pilote : CAD / DAJCP****Fiche action 3.4 : Création d'un service mutualisé de mises en concurrence****Contexte :**

Toutes les collectivités ne disposent pas de spécialiste en marchés publics dont la rédaction des cahiers des charges requiert une technicité. Ainsi, la CAD a créé un réseau de référents marchés publics afin de partager des savoir-faire et développer une expertise commune avec les communes. D'autres actions sont conduites comme la plateforme mutualisée qui permet à 20 administrations du territoire de déposer leurs offres ou le PACTE TPE / PME afin de soutenir l'économie locale. La commande publique est un levier de soutien et de développement pour l'économie locale.

Résultats attendus :

- Sécuriser et harmoniser les procédures en matière de marchés publics.
- Diminuer les coûts des achats par effet de seuil.
- Co-construire une expertise commune.

Modalités de mise en œuvre :

- Poursuivre le réseau des référents marchés publics.
- Examiner les conditions de faisabilité de la création d'un service mutualisé de mises en concurrence (de la rédaction du cahier des charges hors CCTP jusqu'à la notification).
- Initier un travail sur l'analyse des besoins, une expérimentation sur 2 / 3 familles d'achats pouvant aboutir à la création d'un service achat.

Indicateurs de performance :

- Nombre de recours contentieux
- Taux de diminution des coûts.

Indicateurs d'activités :

- Nombre de marchés traités.
- Nombre de familles d'achats.

Calendrier prévisionnel de mise en œuvre :

2016	2017	2018
Poursuite réseau marchés publics.	Création d'un service mutualisé de mises en concurrence.	Expérimentations sur les achats.

Coût :

La préparation, l'animation, le suivi des réunions du réseau de référents marchés publics représentent un volume annuel d'activité de 48h sur la base d'un coût horaire de 40 € chargés dans le cadre d'une mise à disposition ou de création d'un service commun.

Dimensionnement du service de mise en concurrence à déterminer. Sous réserve d'une analyse qualitative du type de mise en concurrence effectuée par les communes et du complément des communes n'ayant pas donné les chiffres : pour 19 communes + CAD = 7.

Contribution des communes :

- 0.20 ETP soit 8640€ par tranche de million d'€ du budget principal (F+I).
-

Communes intéressées :

Axe 3 : La CAD et les communes créent des services communs**Domaine : rbanisme / aménagement****Pilote : CAD / direction de l'aménagement et de l'urbanisme****Fiche action 3.5 : Instruction des autorisations d'urbanisme, prestations complémentaires****Contexte :**

Dès sa création, les élus ont souhaité doter la CAD de la compétence facultative urbanisme. A ce titre, une direction de l'urbanisme et des projets urbains a été créée avec pour missions :

- L'instruction, pour le compte des communes membres, des autorisations liées au droit des sols.
- La gestion de la digitalisation du cadastre et son exploitation par la création d'un SIG intercommunal.

Progressivement les communes ont transféré cette compétence à la CAD. En novembre 2014, le service urbanisme de la CAD assure l'instruction du droit des sols (comprenant les conformités, ERP, accessibilité) pour toutes les communes sauf Draguignan. 2357 autorisations ont été traitées en 2014.

Résultats attendus :

- Maintenir, enrichir et optimiser le service existant.
- Réaliser des économies en personnel : 4 à 5 ETP sur les 18 communes de la CAD si la CAD assure le service des CUa informatifs ainsi que le suivi des DIA pour le compte des communes.

Modalités de mise en œuvre :

- Poursuite de l'instruction des autorisations d'urbanisme (modalités de mise en œuvre fixées par convention)
- Propositions d'élargissement du service :
 - CUa informatifs, dématérialisation. Sur ce point les difficultés de logiciel ont été maîtrisées, la formation des agents de la CAD est en cours, tout comme la numérisation des PLU au format COVADIS (1 PLU validé à ce jour). Le principe repose sur la capacité des communes à disposer de cet outil afin de gagner du temps.
 - assurer pour les communes qui le désirent le suivi des DIA, ce qui permettrait à tous les partenaires d'avoir une vision de l'ensemble des ventes et achats à l'échelle du territoire.

Indicateurs de performance :

- Délai d'instruction.
- Nombre de recours contentieux.
- Temps dégagé sur les agents des communes pour exercer d'autres tâches.

Indicateurs d'activités :

- Nombre de dossiers traités.

Calendrier prévisionnel de mise en œuvre :

2014	2015	2016
Instruction des autorisations d'urbanisme.	Elargissement du service à Salernes, Sillans la cascade, retrait de Draguignan. Amélioration de la navette pour transporter les dossiers à la CAD. Test des CUa informatifs sur une commune. Positionnement des communes sur le traitement des DIA.	

Coût :

Coût du service actuel : 350 000 à 400 000€ annuels auxquels il faut rajouter 20 000 à 30 000 € de frais de fonctionnement annuels.

<p>Ce qui représente en personnel :</p> <p>1,5 ETP encadrement.</p> <p>1 chargé de suivi des instructeurs, 5 instructeurs, 1 chargé des conformités / ERP, 1 juriste à 0,30 ETP, 1 agent SIG 0,20 ETP et 1 assistante de direction.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Aucune facturation pour le « service de base ». - Pour les prestations complémentaires : 185€ de forfait journalier, 40€/h pour un catégorie A, 30€/h pour un catégorie B, 20€/h pour un catégorie C.
<p>Contribution des communes :</p>
<p>Communes intéressées :</p>

Axe 3 : La CAD et les communes créent des services communs**Domaine : urbanisme / aménagement****Pilote : CAD / direction de l'aménagement et de l'urbanisme****Fiche action 3.6 : Assistance aux communes dans l'élaboration de documents d'urbanisme ou de projet urbains.****Contexte :**

Dès sa création, les élus ont souhaité doter la CAD de la compétence facultative urbanisme. A ce titre, une direction de l'urbanisme et des projets urbains a été créée avec pour missions :

- L'assistance aux communes membres dans les procédures d'établissement ou de révision des documents d'urbanisme.
- Sur demande des communes, des études d'urbanisme d'intérêt local.

Ces missions sont ainsi assurées par la CAD et prennent de plus en plus d'importance eu égard au désengagement des services de l'Etat, à la nécessité de revoir les documents d'urbanisme suite aux évolutions législatives (loi ALUR), mais aussi au dynamisme du territoire en matière de développement urbain.

Résultats attendus :

- Elargir et institutionnaliser le service aux communes existant.
- Répondre aux besoins d'information et de réalisation des projets d'urbanisme et d'aménagement des communes.

Modalités de mise en œuvre :

En fonction des demandes, le service projets urbains est mobilisé.

Pour rappel, les 19 documents d'urbanisme des communes sont actuellement en révision ou modification.

Indicateurs de performance :

- ?

Indicateurs d'activités :

- Nombre d'études réalisées.
- Nombre d'accompagnement des communes.

Calendrier prévisionnel de mise en œuvre :

2014	2015	2016
En cours	Poursuite du service.	Mise en place de prestations de service complémentaires.

Coût :

Coût du service actuel :

0,7 ETP sur l'année répartis sur 3 agents : 1 directeur : 0,10 ETP, 1 chef de service : 0,20 ETP, 1 chargée de mission : 0,40 ETP soit un coût annuel de 35 à 40 000€.

- Aucune facturation pour le « service de base »
- Pour les prestations complémentaires : 185€ de forfait journalier, 40€/h pour un catégorie A, 30€/h pour un catégorie B, 20€/h pour un catégorie C.

Contribution des communes :

Aucune à ce jour pour les prestations de base, facturation à la prestation pour les options.

Communes intéressées :

Axe 3 : La CAD et les communes créent des services communs**Domaine : urbanisme / aménagement****Pilote : CAD / direction de l'aménagement et de l'urbanisme****Fiche action 3.7 : Création d'un service de gestion immobilière****Contexte :**

Lorsqu'une commune achète un bien, elle a le plus souvent recours à un notaire et acquitte des frais à hauteur de 6 à 7% du prix de vente. Recourir à un acte administratif permet de diviser ces frais par 3 et ainsi faire des économies appréciables dans un contexte budgétaire contraint tout en respectant la légalité de l'acte. Cette économie peut également concerner les autres procédures nécessitant une formalisation par acte (conventions d'occupation, transferts, échanges, baux...).

Résultats attendus :

- Créer au sein de la CAD un service de gestion immobilière.
- Optimiser la gestion patrimoniale.
- Réaliser des économies.

Modalités de mise en œuvre :

- Réaliser un diagnostic afin d'identifier le volume des ventes annuelles conclues par les communes et des procédures diverses nécessitant le recours à un notaire ou pouvant être réalisées par voie d'actes administratifs.
- Examiner les conditions de faisabilité technique et juridique de la création d'un service de gestion immobilière.

Indicateurs de performance :

- Délai de rédaction des actes.
- Montant des économies réalisées.

Indicateurs d'activités :

- Nombre d'actes établis

Calendrier prévisionnel :

2016	2020
Diagnostic et étude de faisabilité, dimensionnement du service.	Création du service commun

Coût :

- Si création d'un service commun, les besoins en personnel sont évalués à 3,5 ETP dont un chef de service, 2 agents et 1 juriste à 0,50 ETP. Ce qui représente un coût annuel de 120 000 à 150 000€ auquel il faut rajouter 10 à 15 000€ de frais annexes de fonctionnement.

Contribution des communes :**Part fixe : 70% du coût lié à la population :**

Communes	%
Ampus	0,90
Chateaudouble	0,44
Figanières	2,50
Le Muy	9,06
Montferrat	1,40
Silla s-la-Cascade	0,69
Vidauban	10,59
Bargemon	1,48
Claviers	0,60

Flayosc	4,24
Les-Arcs-sur-Argens	6,77
Saint-Antonin-du-Var	0,67
Taradeau	1,73
Callas	1,78
Draguignan	36,39
La Motte	2,91
Lorgues	8,79
Salernes	3,66
Trans-en-Provence	5,40

Part variable : 30% du coût lié à l'activité effective.

Communes intéressées :

Axe 3 : La CAD et les communes créent des services communs**Domaine : système d'information****Pilote : CAD / DSI****Fiche action 3.8 : Gestion du service SIG**

Contexte : « Gestion et mutualisation d'un SIG » est une compétence facultative de la CAD que les 19 communes de la CAD utilisent avec une expertise et une implication différentes. Il est indispensable désormais pour toutes, de s'investir sur un processus qui peut leur fournir une meilleure connaissance de leurs patrimoines afin de les valoriser et de les rentabiliser. Le contexte réglementaire par l'intermédiaire de la directive Inspire, demande désormais une transmission dans une forme précise de toutes les données environnementales produites. Il est donc nécessaire de repenser le fonctionnement du SIG.

Résultats attendus :

- Qualité, harmonisation et homogénéisation des données :
 - Efficacité (instruction ADS, interventions techniques, gestion).
 - Diminution des risques d'endommagement et des recours.
 - Meilleur service aux citoyens (CU automatique).
 - Facilité du catalogage (métadonnées).
 - Facilité de diffusion (open data).
- Réaliser des économies par l'achat en commun de certaines couches d'information payantes.

Modalités de mise en œuvre :

- Désignation des interlocuteurs dans les communes.
- Animation des groupes de travail (adressage, réseaux, domaine public,...).
- Etablissement de procédures.
- Intégration dans le processus SIG de la donnée attributaire (prise en compte en amont au niveau métier).
- Professionnalisation des acteurs.

Indicateurs de performance :

- Taux d'utilisation / commune
- CU automatiques / CU manuels
- Nombre de réalisations en autonomie

Indicateurs d'activités :

- Nombre de groupes de travail
- Nombre de procédures
- Nombre de formation
-

Calendrier prévisionnel de mise en œuvre :

2015	2016
<ul style="list-style-type: none"> • Procédures sur les documents d'urbanisme. • Recensement des réseaux communaux. • Accessibilité. 	<ul style="list-style-type: none"> • Harmonisation des données topographiques (PCRS). • Mise à jour des données de réseau. • Participation aux DT-DICT.

Coût : recrutement d'un ETP

Répartition globale: CAD 50%, communes 50%.

Salaire de référence : 43 200€/an (brut + charges et 10% frais de fonctionnement inclus)

Répartition par commune en pourcentage de la population (sur la base de 21 600€).

Communes	%	Montant
Ampus	0,90	194.40€
Chateaudouble	0,44	95.40€
Figanières	2,50	540€
Le Muy	9,06	1957€

Montferrat	1,40	302.40€
Sillans-la-Cascade	0,69	149.04€
Vidauban	10,59	2287.44€
Bargemon	1,48	319.68€
Claviers	0,60	129.60€
Flayosc	4,24	915.84€
Les-Arcs-sur-Argens	6,77	1462.32€
Saint-Antonin-du-Var	0,67	144.72€
Taradeau	1,73	373.68€
Callas	1,78	384.48€
Draguignan	36,39	7860.24€
La Motte	2,91	628.56€
Lorgues	8,79	1898.64€
Salernes	3,66	790.56€
Trans-en-Provence	5,40	1166.40€
Dans le cas d'un recrutement, une subvention peut être attribuée par la région PACA pour un montant de 36 000 euros réparti sur une durée de trois ans		
Contribution des communes : temps, formation		
Communes intéressées :		

Axe 3 : La CAD et les communes créent des services communs**Domaine : sécurité****Pilote : CAD / direction générale des services / communes****Fiche action 3.9 : Garde champêtre intercommunal****Contexte :**

Par délibération en date du 11/06/2003, les communes d'Ampus, Claviers, Châteaudouble et Montferrat et la CAD ont créé un poste de garde champêtre intercommunal et formalisé leurs engagements par conventions. Ce service répondait à une demande des maires pour des missions de police de proximité, prévention des incivilités, et divers contrôles (urbanisme, troubles de voisinage, circulation fêtes et manifestations...).

En 2012, la maire de Claviers a demandé à sortir du dispositif.

Résultats attendus :

- Assurer des missions de police de proximité, prévention des incivilités et contrôles divers.
- Constater des infractions diverses et les verbaliser.
- Travailler en collaboration avec les services de gendarmerie.

Modalités de mise en œuvre :

- Recrutement par la CAD d'un garde champêtre, assermenté et armé, appelé à intervenir sur les communes. Après avoir été rattaché à la direction de l'environnement, cet emploi relève désormais de la direction générale des services de la CAD.
- Un planning général est établi en concertation avec les maires.
- Une évaluation du dispositif doit être conduite.

Indicateurs de performance :

- Baisse du taux d'incivilités.

Indicateurs d'activités :

- Nombre de contrôles effectués.
- Nombre de PV dressés.
-

Calendrier prévisionnel de mise en œuvre :

2014	2015	2016
En cours	Poursuite du dispositif et évaluation à conduire.	

Coût : 1 ETP

En 2014 : 38400,27 € comprenant le traitement plus les charges de fonctionnement (téléphone, habillement, véhicule).

Contribution des communes :

- Le coût est partagé entre les 3 communes, ce qui représente pour chacune 33% soit 12800,09€ en 2014.

Communes intéressées :

- Ampus, Châteaudouble, Montferrat.

ANNEXES

Annexe 1 : Synthèse des propositions de clés de répartition financière.

➤ Prestations de service :

Base de départ :

coût moyen mensuel retenu pour 1 agent (brut + charges) : 3600€ (10% de frais de fonctionnement inclus).

Prestation de service	25 €/h
Forfait jour	185 €
Forfait cat. A	40€/h
Forfait cat. B	30€/h
Forfait cat. C	20€/h

➤ Coût à l'acte :

Pour la DRH, l'établissement d'un bulletin de paie est évalué à 12€.

Pour les finances, l'établissement d'un titre est évalué à 18€.

Pour les finances, l'établissement d'un mandat est fixé à 15€.

➤ Mise à disposition de personnel :

Évaluée au coût réel.

➤ Mise à disposition de matériel :

Coût horaire (amortissement inclus et hors carburant).

➤ Création d'un service commun

Coût pour service commun finances : 0,20 ETP soit 8 640€ par tranche de million d'€ de budget principal (F+I).

Coût pour service commun RH : 1 ETP gestionnaire pour 75 agents soit 43 200€.

Annexe 2 : Coût observatoire fiscalité : exemple Les Arcs.

Base récupérée	tx CAD	Produit CAD	tx commune	Produit Les Arcs
100	7,22%	7,22	13,02%	13,02
	3,00%	3	21,20%	21,2
	3,89%	3,89	69,69%	69,69
		14,11		103,91
Produit "récupéré"		118,02		
Répartition produit		11,96%		88,04%

nbre dossiers traités pour la commune
100
nbre jours travaillés
17
coût journée agent CAD
185
coût brut pour la totalité de la mission
3 083,33 €
coût net supporté par la commune
2 715 €

Annexe 3 : Contribution des communes Ad'AP

STRUCTURES	COUT MUTUALISATION €				COUT MARCHE (hors BPU) € TTC					TOTAL MUTUALISATION et MARCHE € TTC
	Nombre de sites à diagnostiquer	Ticket d'entrée	Préparation appel d'offres et analyse	SOUS-TOTAL mutualisation	Tranche ferme diagnostic	Tranche conditionnelle : stratégie accessibilité	Tranche conditionnelle : programme pluriannuel de travaux	Tranche conditionnelle : élaboration Ad'AP	SOUS TOTAL Marché toutes tranches confondues	
AMPUS	11	206 €	101 €	307 €	1 872 €	374,40 €	374,40 €	187,2 €	2 808 €	3 115 €
BARGEMON	14	206 €	129 €	335 €	2 604 €	520,80 €	520,80 €	260,4 €	3 906 €	4 241 €
CALLAS	17	206 €	156 €	363 €	3 216 €	514,56 €	514,56 €	225,12 €	4 470,24 €	4 833 €
CHATEAUBON	20	206 €	184 €	390 €	2 904 €	580,80 €	580,80 €	290,4 €	4 356 €	4 746 €
CLAVIERS	18	206 €	165 €	372 €	3 144 €	565,92 €	565,92 €	251,52 €	4 527,36 €	4 899 €
FIGANIERES	16	206 €	147 €	353 €	3 240 €	518,40 €	518,40 €	259,2 €	4 536 €	4 889 €
LA MOTTE	20	206 €	184 €	390 €	6 912 €	1 872 €	864 €	1 152 €	10 800 €	11 190 €
LE MUY	25	206 €	230 €	436 €	11 016 €	1 584 €	864 €	1 008 €	14 472 €	14 908 €
ARCS/ARGENS*	0	206 €	0 €	206 €	NON CONCERNE	4 608 €	864 €	1728 €	7 200 €	7 406 €
LORGUES	36	206 €	331 €	537 €	9 984 €	1 397,76 €	1397,76 €	599,04 €	13 378,56 €	13 916 €
MONTFERRAT	16	206 €	147 €	353 €	2 580 €	516 €	516 €	258 €	3 870 €	4 223 €
TARADEAU	20	206 €	184 €	390 €	5 616 €	1 440 €	864 €	864 €	8 784 €	9 174 €
VIDAUBAN	17	206 €	156 €	363 €	7 128 €	1 296 €	864 €	864 €	10 152 €	10 515 €
SALERNES	30	206 €	276 €	482 €	6 984 €	977,76 €	977,76 €	419,04 €	9 358,56 €	9 841 €
SILLANS	10	206 €	92 €	298 €	3 552 €	497,28 €	497,28 €	284,16 €	4 830,72 €	5 129 €
SAINT ANTONIN	11	206 €	101 €	307 €	1 800 €	360 €	360 €	216 €	2 736 €	3 043 €
CAD	78			3 300 €	24 840 €	4 608 €	864 €	1 728 €	32 040 €	35 340 €

Annexe 4 : Clé de répartition avec pondération CAD et fonction population

Répartition globale: CAD 50%, communes 50%.

Salaire de référence : 43 200€/an (brut + charges et 10% frais de fonctionnement inclus)

Répartition par commune en pourcentage de la population (sur la base de 21 600€).

Communes	%	Montant
Ampus	0,90	194.40€
Chateaudouble	0,44	95.40€
Figanières	2,50	540€
Le Muy	9,06	1957€
Montferrat	1,40	302.40€
Sillans-la-Cascade	0,69	149.04€
Vidauban	10,59	2287.44€
Bargemon	1,48	319.68€
Claviers	0,60	129.60€
Flayosc	4,24	915.84€
Les-Arcs-sur-Argens	6,77	1462.32€
Saint-Antonin-du-Var	0,67	144.72€
Taradeau	1,73	373.68€
Callas	1,78	384.48€
Draguignan	36,39	7860.24€
La Motte	2,91	628.56€
Lorgues	8,79	1898.64€
Salernes	3,66	790.56€
Trans-en-Provence	5,40	1166.40€